



## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

### ACCORD-CADRE

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

#### MARCHE SUR APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L 2124-2, R2124-1 et R2124-2 1°  
du Code de la Commande Publique.

### OBJET :

**Fourniture de gaz naturel  
pour le site de Nouzilly du Centre INRAE Val de Loire**

#### ACCORD-CADRE MULTI ATTRIBUTAIRES A MARCHES SUBSEQUENTS

en application des articles R2162-2, R2162-4-1°, R2162-7 à R2162-10 et R2162-13 et 14  
du Code de la commande publique

**Service chargé du suivi du dossier :**

Service Achats Marchés – Tel : 02 47 42 75 81 – marches-publics-vdl@inrae.fr

**Représentant du Pouvoir Adjudicateur et Ordonnateur :**

Monsieur le Directeur des Services d'Appui du Centre Val de Loire – 37380 NOUZILLY

**Comptable public assignataire des paiements :**

Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre Val de Loire – 37380 NOUZILLY

**Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2196-2 du code de la commande publique :**

Monsieur le Directeur des Services d'Appui du Centre Val de Loire - 37380 NOUZILLY  
ou son représentant

## SOMMAIRE

Article 1 – OBJET.....	3
Article 2 – PROCEDURE ET TECHNIQUE D'ACHAT .....	3
2.1 Procédure.....	3
2.2 Technique d'achat .....	3
2.3 Décomposition en tranches ou en lots .....	3
Article 3 - DUREE.....	3
Article 4 – GROUPEMENT D'ENTREPRISES .....	4
Article 5 – REGLES DE CONSULTATION COMMUNES AUX MARCHES SUBSEQUENTS .....	4
Article 6 – MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	5
6.1 Généralités .....	5
6.2 Avance .....	5
Article 7 – POINTS DE LIVRAISON - DONNEES TECHNIQUES .....	6
7.1 Référence point de livraison.....	6
7.2 Modalités de début d'exécution des prestations .....	6
7.3 Consommations et évolutions possibles .....	6
7.4 Appareils de mesure .....	7
7.5 Prestations complémentaires.....	8
7.6 Responsabilité d'équilibre et de modulation.....	8
Article 8 – PRIX.....	8
Article 9 – PENALITES.....	9
9.1 Pénalités pour manquement dans la fourniture d'énergie .....	9
9.2 Pénalités pour défaut de communication des données techniques .....	9
9.3 Pénalités pour absence aux réunions .....	10
9.4 Pénalités pour défaut d'outils de suivi.....	10
9.5 Pénalités pour absence de réponse aux marchés subséquents.....	10
Article 10 – MODALITE DE REGLEMENT.....	10
10.1 Facturation .....	10
10.2 Etablissement des factures.....	10
10.3 Evolution réglementaire .....	11
10.4 Transmission des factures .....	11
10.5 Mode de règlement .....	12
Article 11 – ASSURANCE.....	12
Article 12 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	12
Article 13 – PIECES CONTRACTUELLES.....	12
13.1 Pour l'accord-cadre .....	12
13.2 Pour les marchés subséquents.....	13
Article 14 – CONSULTATION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	13
Article 15 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	15
15.1 Critère d'attribution .....	15
15.2 Régularisation d'une offre .....	16
15.3 Notification.....	16
15.4 Modification de marché subséquent .....	16
Article 16 – RESILIATION .....	16
Article 17 – GARANTIE APORTEES PAR LE FOURNISSEUR.....	17
17.1 Continuité d'approvisionnement.....	17
17.2 Confidentialité.....	17
Article 18 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	17
Voir annexe – Clause RGPD .....	17
Article 19 – DEROGATIONS.....	17
Article 20 – LITIGES.....	18
<b>ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES</b> <b>D'INFORMATION.....</b>	<b>19</b>

## Article 1 – OBJET

Le présent accord-cadre concerne la fourniture de gaz naturel avec les composantes d'acheminement, les coûts de gestion et de stockage, de modulation, les CEE avec les services associés pour le site de Nouzilly du Centre INRAE Val de Loire.

## Article 2 – PROCEDURE ET TECHNIQUE D'ACHAT

### 2.1 Procédure

Au regard du montant et de l'objet du marché, la procédure de consultation retenue pour le présent marché est la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L 2124-2, R2124-1 et R2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

### 2.2 Technique d'achat

Le marché est un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents au sens des articles R2162-2.

Les marchés subséquent seront exécutés à bons de commande au sens des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-7 à R2162-10

Conformément à l'article R2162-4 1° les seuils annuels des marchés subséquents sont fixés comme suit :

- seuil minimum annuel de 4 000 MWH
- seuil maximum annuel de 9 000 MWH

Ils s'exécuteront par bons de commande au sens des articles R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Le marché relève du CCAG-Fournitures courantes et services, sauf dérogations.

### 2.3 Décomposition en tranches ou en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

## Article 3 - DUREE

L'accord cadre a une durée de validité de quatre ans à compter de la date de notification.

La durée d'exécution des marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre sera de deux ans. Le dernier marché subséquent, engagé durant la durée de validité de l'accord-cadre, pourra s'achever à une date ultérieure à celle de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents seront exécutés par bons de commande d'une durée de un an chacun.

Dans l'hypothèse où l'attribution du marché subséquent entraîne un changement de fournisseur, le titulaire procède à l'ensemble des démarches au profit d' INRAE et vis-à-vis de GRT GAZ, gestionnaire du réseau de distribution de gaz, notamment afin de respecter la date de début de période de fourniture de gaz naturel, sans coupure.

Il est à noter qu'aucune interruption de l'approvisionnement du site en gaz naturel n'est envisageable.

## Article 4 – GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Les groupements d'entreprises sous forme solidaire ou conjointe sont autorisés. Quelle que soit la forme du groupement, un mandataire est désigné dans le contrat d'accord-cadre. Le mandataire est dans tous les cas, solidaire de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles en ce qui concerne l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

La composition du groupement ne peut, conformément à l'article R2142-26 du code de la commande publique, être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché à l'exception de l'hypothèse mentionnée au même article.

Conformément à l'article R2142-21 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres pour un même lot, en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements.

## Article 5 – REGLES DE CONSULTATION COMMUNES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

### LA MISE EN CONCURRENCE

Le nombre et la durée des marchés subséquents sont fixés par le pouvoir adjudicateur en fonction de la survenance des besoins et de l'état du marché de l'énergie.

Dans le souci permanent d'optimiser ses dépenses d'énergie le pouvoir adjudicateur remettra en concurrence régulièrement les titulaires de l'accord-cadre et de ce fait les marchés subséquents ne comporteront pas de clause de tacite reconduction.

Les titulaires des accords-cadres seront remis en concurrence via la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le dossier de mise en concurrence comportera la lettre de consultation, l'acte d'engagement, le bordereau de prix et précisera les délais et conditions de remises des offres, savoir :

- la référence de l'accord-cadre,
- la période de début et de fin de livraison du gaz naturel,
- le délai de validité des prix de l'offre,
- la date et l'heure de remise de l'offre,
- le mode d'envoi des offres, BPU sous excel et Pdf,
- les services associés,
- les variantes éventuelles.

### VARIANTES

Le pouvoir adjudicateur pourra demander et ou autoriser, dans le cadre des marchés subséquents, des variantes qu'il attribuera ou non, notamment sur :

- La prise en compte des objectifs de développement durable et de la transition énergétique,
- Fourniture d'énergie verte,
- des prix variables,
- des capacités journalières,
- des prix de MWH variables selon les quantités consommées,

- des remises,
- des prix saisonniers (hiver/été).

## LA REMISES DES OFFRES DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les titulaires de l'accord-cadre disposeront de 15 jours minimum pour remettre leur offre de façon dématérialisée sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les offres aux marchés subséquents comprendront :

- l'Acte d'engagement de l'offre de base (AE base),
- l'acte d'engagement de l'offre variante (AE Variante), s'il y a lieu,
- Le bordereau de prix unitaire complété accompagné de son offre tarifaire détaillée s'il y a lieu,
- la fiche de coordonnées pour l'acceptation de l'offre complétée.

Seules les offres remises au plus tard à la date et l'heure limite indiquée sur la lettre de consultation du marché subséquent et qui respecte ces prescriptions seront considérées. Toute négociation est exclue lors de la passation des marchés subséquents.

Le délai de validité de l'offre de prix de chaque marché subséquent sera précisé à la lettre de consultation subséquente et sera compris entre 2h et 4h.

INRAE se réserve la possibilité, soit d'attribuer le marché subséquent au titulaire de l'accord-cadre dont l'offre de prix est économiquement la plus avantageuse en fonction du critère du coût unitaire global dans le respect des dispositions de l'accord-cadre, soit de renouveler la consultation à une date ultérieure. Dans ce cas le(s) titulaire(s) de l'accord-cadre ne peuvent prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

## Article 6 – MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

### 6.1 Généralités

Elles seront conformes aux modalités décrites dans les différentes pièces de l'accord-cadre.

### 6.2 Avance

Pour les marchés subséquent accords-cadres à bons de commandes :

Le Titulaire bénéficie d'une avance égale à 5 %, ou 10 % pour les PME, du montant toutes taxes comprises pour chaque bon de commande supérieur à 50.000,00 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le versement de l'avance est du conformément aux dispositions des articles R 2191-3 et R 2191-5 du Code de la commande publique.

Pour les marchés subséquents d'un montant supérieur à 50 000 euros HT, la base de calcul de l'avance est le montant correspondant à 80 % des consommations prévisionnelles.

## Article 7 – POINTS DE LIVRAISON - DONNEES TECHNIQUES

### 7.1 Référence point de livraison

Etablissement	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT CENTRE VAL DE LOIRE
N° SIRET	180 070 039 00870
Adresse	37380 NOUZILLY
Usage	Chauffage exclusivement
Identifiant PDC du site	LI0814
N° PCE du site	ACI 40980

Les titulaires de l'accord-cadre seront autorisés à collecter, auprès du gestionnaire de réseau, les données techniques du PCE indiqué dans les pièces du marché.

### 7.2 Modalités de début d'exécution des prestations

Dans l'hypothèse où l'attribution du marché subséquent entraîne un changement de fournisseur, le titulaire du marché procède à l'ensemble des démarches au profit d' INRAE et vis-à-vis de GRT GAZ, gestionnaire du réseau de distribution de gaz, notamment afin de respecter la date de début de période de fourniture de gaz naturel, sans coupure.

La date de début de fourniture de gaz naturel sera précisée au marché subséquent.

### 7.3 Consommations et évolutions possibles

Le gaz naturel est utilisé pour le chauffage exclusivement.

Les consommations mentionnées ci-dessous sont données à titre indicatif. Elles ne constituent pas un engagement de consommation. Les données pourront être complétées à chaque consultation subséquente.

Consommations mensuelle en MWh													
Année	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	total Année
2019	1 671,43	1 216,59	1 072,00	846,94	619,90	619,90	40,33	23,63	100,76	639,11	1 132,66	1 210,73	9 193,98
2020	1 304,70	1 037,31	965,96	294,13	143,41	81,60	51,09	43,46	183,17	698,39	951,89	1 270,40	7 025,53
2021	1 574,20	1 292,33	1 220,41	930,85	638,33	105,56	76,20	71,45	121,61	662,28	1 106,38	1 206,97	9 006,56
2022	1 453,08	1 065,18	948,82	723,83	159,61	36,66	13,96	0,60	70,86	201,21	622,45	1 104,11	6 400,38
2023	1 107,11	945,49	726,62	533,75	119,20	25,41	15,20	9,56	37,92	326,46	739,98	842,81	5 429,48
2024	1 227,29	874,89	756,09	474,34	153,89	58,98	27,32	3,21	52,97	351,83	695,22	921,93	5 597,94

Consommations journalières maximales atteintes chaque mois en MWh :

Consommations journalières maximales atteintes en MWh

Mois	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Janvier	75,554	67,309	65,587	63,536	51,338	58,703
Février	75,430	47,158	55,220	53,230	50,230	41,827
Mars	59,665	48,610	57,611	46,530	45,229	38,255
Avril	46,134	25,682	54,626	45,687	32,054	28,314
Mai	34,961	11,880	8,735	7,820	6,613	9,503
Juin	13,513	6,288	7,764	5,689	2,803	3,649
Juillet	5,894	4,918	8,796	3,210	1,423	1,836
Août	5,373	4,117	4,820	2,567	1,440	1,488
Septembre	6,159	22,061	12,898	5,642	4,309	5,210
Octobre	32,385	33,315	34,559	24,620	23,046	20,413
Novembre	52,997	49,979	53,196	24,016	35,780	38,697
Décembre	60,631	54,081	60,477	48,026	44,241	45,686

### Capacité souscrite

Au regard de ses consommations actuelles, INRAE souhaite, dans le cadre du présent marché revenir à une capacité journalière souscrite de 60 MWh.

### Evolution des consommations

En fonction des activités de recherche du site, et des équipements de production de chaleur (chaufferies biomasse) les consommations peuvent fluctuer. INRAE informera dès que possible le titulaire du marché subséquent de tout événement pouvant modifier sa consommation de façon significative.

Le marché subséquent pourrait alors être modifié en conséquence (notamment en cas de dépassement de la capacité journalière souscrite), par avenant, sans qu'aucun frais à l'encontre d'INRAE ne soit retenu.

## 7.4 Appareils de mesure

Les appareils de mesure, relevés par le gestionnaire du réseau et installés au titre des contrats de mise à disposition de l'énergie, servent à la facturation de l'ensemble des paramètres de livraison de l'énergie fournie.

La relève des appareils de mesure est effectuée selon le contrat de livraison passé avec le gestionnaire de réseau.

Le pouvoir adjudicateur autorise le titulaire, en sa qualité de fournisseur, à accéder directement aux informations des appareils de mesure et des systèmes de comptage et à demander au gestionnaire du réseau de distribution de gaz toutes les informations utiles.

Le titulaire d'un marché subséquent, en sa qualité de seul intervenant autorisé auprès du gestionnaire de réseau concerné, vérifie et effectue la mise à jour des données techniques et informe par écrit le pouvoir adjudicateur des modifications apportées, à tout moment au cours du marché.

## 7.5 Prestations complémentaires

Le titulaire assurera le suivi des consommations et mentionnera sur ses factures les évolutions des consommations.

Il établira un bilan annuel des consommations du site.

Le titulaire mettra à disposition du pouvoir adjudicateur un espace internet sécurisé lui permettant de consulter ses données contractuelles, l'historique de ses consommations et les éléments de facturation. Le suivi des consommation devra à minima détailler le volume journalier en m<sup>3</sup>(n) consommé, le pouvoir calorifique supérieur, la quantité journalière consommée (MWk), la quantité horaire de pointe (en MWh).

Le titulaire du marché subséquent devra communiquer au pouvoir adjudicateur les coordonnées de l'interlocuteur unique en charge de la relation clientèle et technique (adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone).

## 7.6 Responsabilité d'équilibre et de modulation

Pour le marché, le titulaire assure la responsabilité d'équilibre et de modulation vis-à-vis du gestionnaire de réseau. Le prix du MWh intègre cet engagement.

## Article 8 – PRIX

Les marchés subséquents sont traités à partir des prix unitaires par MWh proposés par le titulaire dans ses bordereaux de prix unitaires, appliqués aux quantités réellement consommées.

La forme du prix attendue, prix fixe, prix indexé, prix mixte, sera précisé à la consultation subséquente.

Les fournitures, objet du présent marché, sont rémunérées par application des prix suivants :

- un prix de la molécule, en € HT par MWh, appliqué aux quantités livrées chaque mois, sur la base des index de consommation relevés par le distributeur.

- un abonnement forfaitaire annuel, facturé mensuellement et non révisable.

A ces prix s'ajoutent les termes, contributions et taxes suivantes, applicable au jour de la facturation et conformément aux évolutions des tarifs publics d'accès des tiers aux réseaux de distribution et de transport, y compris de stockage, régulés par la Commission de Régulation de l'Energie :

- Un terme de transport, révisable annuellement,

- Une contribution tarifaire d'acheminement (CTA) dont la variation sera applicable annuellement selon la législation en vigueur.



- Une Taxe Intérieure de Consommation sur le Gaz Naturel (T.I.C.G.N.), dont la variation sera applicable annuellement selon la législation en vigueur.

- Un terme relatif aux Certificats d'Economies d'Energie (TCEE) exprimé en €/MWh.  
Les coefficients d'obligation CEE classiques et précarité sont révisables.

Les prix révisables annuellement seront fixés à la date anniversaire du marché subséquent selon la législation en vigueur.

Pour être applicable les tarifs révisés devront faire l'objet d'un nouveau Bordereau de Prix, proposé par le titulaire et validé par INRAE.

Les factures mensuelles seront émises sur la base des index relevés par le distributeur.

Conformément à la réglementation en vigueur, « si le taux ou l'assiette des taxes perçues sur les affaires varie entre la date limite de dépôt des offres et l'époque du fait générateur de la taxe, le prix règlement tiendra compte de cette variation ».

En outre, durant la durée du marché subséquent, toute modification, changement de taux ou de montant, création ou suppression de taxes, impôts ou redevances, grevant directement ou indirectement les prix, sera immédiatement répercuté dans la facturation, soit en hausse soit en baisse.

## Article 9 – PENALITES

À défaut d'indications dans le marché subséquent, les pénalités décrites ci-après s'appliquent.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre de l'accord-cadre ou des marchés subséquents peut donner lieu des pénalités applicable sans mise en demeure et dont les montants sont définis ci-après.

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte sera prise en considération.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire, INRAE pourra exercer toutes voies de recours lui permettant d'obtenir une juste réparation.

### 9.1 Pénalités pour manquement dans la fourniture d'énergie

Sauf faute imputable au transporteur ou au distributeur, toute défaillance dans la fourniture de gaz naturel entraînera l'application de plein droit, sans mise en demeure préalable, de pénalités forfaitaire de 300 € par jour de retard.

Les pénalités des gestionnaires de réseaux, consécutives à un manquement d'exécution, ou un manquement de responsabilité d'équilibre, seront automatiquement à la charge du titulaire du marché.

### 9.2 Pénalités pour défaut de communication des données techniques

Lorsque le titulaire d'un marché subséquent ne communique pas au pouvoir adjudicateur la mise à jour ou les modifications des données techniques d'un ou plusieurs points de livraison, celui-ci encourt une pénalité équivalente à l'ensemble des frais occasionnés par ce manquement.

### 9.3 Pénalités pour absence aux réunions

Toute absence non justifiée à une réunion organisée par le pouvoir adjudicateur pourra être sanctionnée, sans mise en demeure, par une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

### 9.4 Pénalités pour défaut d'outils de suivi

En cas de défaillance ou défaut de mise à disposition de l'espace internet sécurisé permettant au pouvoir adjudicateur de suivre les consommations et les éléments de facturation, le titulaire du marché subséquent encourt, sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 50 €/ jour.

### 9.5 Pénalités pour absence de réponse aux marchés subséquents

En cas de non-réponse, le Titulaire doit motiver par écrit son absence d'offre. Il pourra être fait application d'une pénalité forfaitaire de 300 € en cas d'absence de remise d'offre pour des raisons non probantes.

## Article 10 – MODALITE DE REGLEMENT

### 10.1 Facturation

Toutes les composantes tarifaires de fourniture, taxes, charges et contributions, sont détaillées et facturées mensuellement, à partir des consommations enregistrées et à terme échu, sans acompte ni dépôt de garantie préalables.

Les marchés subséquents sont traités à partir des prix unitaires proposés par le titulaire au bordereau de prix unitaire, appliqués aux quantités réellement consommées.

### 10.2 Etablissement des factures

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre et celles du marché subséquent en mentionnant clairement
- le n° du marché,
- le point de livraison (ex : INRAE Nouzilly)
- la période de référence (date du relevé et du relevé précédent),
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le montant de l'abonnement mensuel,
- les quantités consommées, en MWH,
- le prix unitaire du MWH,
- le coût des CEE,
- le montant de la CTA,
- le libellé et le montant de toutes les taxes et redevances applicables.

Il ne peut être facturé que les quantités effectivement consommées.

Le total HT de la facture est majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler. Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en application des taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Le règlement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué sur présentation de factures établies en un exemplaire unique à :

INRAE Centre Val de Loire  
SBFC – SERVICE FACTURIER  
DOMAINE DE L'ORFRASIERE  
37380 NOUZILLY

Le paiement interviendra dans les formes prévues par les règlements de la comptabilité publique.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter impérativement, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les renseignements suivants :

- \* Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire :
- \* Le numéro du marché et du bon de commande fournis par INRAE
- \* Le montant HT des prestations réalisées
- \* Le taux et le montant de la TVA
- \* Le montant total TTC

INRAE se libérera des sommes dues par virement au compte bancaire ou postal ouvert au nom de la Société (joindre un RIB ou RIP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Val de Loire - 37380 NOUZILLY.

### 10.3 Evolution réglementaire

Toute évolution réglementaire devra faire l'objet, avant répercution sur la facturation, d'une information préalable auprès du pouvoir adjudicateur en joignant le texte applicable et le calcul détaillé de l'incidence financière. Ces évolutions réglementaires éventuelles devront être répercutée sans marge.

### 10.4 Transmission des factures

Conformément à la réglementation en vigueur les attributaires doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET d'INRAE – centre Val de Loire	18007003900870
Code du service concerné à INRAE	FACTURES_PUBLIQUES (548580)

N° d'engagement juridique (N°de Bon de commande)	Communiqué à la notification du marché subséquent (exemple : 45xxxxxxx)
N° TVA Intracommunautaire	FR 57 180 070039

### 10.5 Mode de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement administratif. Le paiement interviendra sous un délai de 30 Jours maximum au compte indiqué par le soumissionnaire dans l'Acte d'Engagement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

## Article 11 – ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité pour couvrir la réparation de tous les dommages humains, matériels et financiers causés par une faute professionnelle, intentionnelle ou non, résultant d'une interruption de mise à disposition de gaz naturel et ou d'une interruption de la responsabilité d'équilibre et de modulation auprès du Gestionnaire de Réseau.

## Article 12 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à assurer la confidentialité de l'accord-cadre confié ainsi que des documents et informations de toute nature.

## Article 13 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles désignées ci-dessous et qui constituent l'accord-cadre et les marchés subséquents prévalent les unes sur les autres et dans l'ordre suivant en cas de contradiction entre elles :

### 13.1 Pour l'accord-cadre

Pièces particulières :

- le Contrat d'accord cadre portant engagement du titulaire et valant acte d'engagement,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP), commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents dont seul l'exemplaire de l'administration fait foi,
- L'offre et le mémoire technique du titulaire.

Pièces générales :

- Le code de la commande publique (CCP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,

Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement à l'accord cadre, mais il est téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>

Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières.

- le code de l'énergie et les lois relatives au secteur de l'énergie, les décrets et les textes d'application.

### 13.2 Pour les marchés subséquents

#### Pièces particulières

- l'Acte d'engagement (AE) et la lettre de consultation spécifiant les critères d'attribution des marchés subséquents, dont seuls les exemplaires de l'administration font foi
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) ,
- l'offre technique du titulaire,
- Le présent cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP), commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents dont seul l'exemplaire de l'administration fait foi,

#### Pièces générales

- les pièces générales de l'accord-cadre sont communes aux marchés subséquents.

## Article 14 – CONSULTATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Tous les titulaires de l'accord-cadre seront invités à transmettre leur offre au consultations subséquentes avant la date limite de remise des offres fixées à la lettre de consultation.

Ils seront sollicités via le profil d'acheteur INRAE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) et un dossier de consultation subséquente leur sera adressé, incluant notamment :

- la lettre de consultation subséquente,
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières dont seul l'exemplaire de l'administration fait foi, pour mémoire,
- l'acte d'engagement à compléter,
- le bordereau de prix à compléter,
- les éléments techniques éventuels ayant évolués (les historiques de consommations journalières, des consommations annuelles, évolutions prévisionnelles significatives programmées, évolution de la capacité journalière souscrite etc...)
- La Fiche de coordonnées pour acceptation de l'offre

Les titulaires de l'accord-cadre seront autorisés à collecter, auprès du gestionnaire de réseau, les données techniques du PCE indiqué dans les pièces du marché.

En application des articles R. 2132-7 et R. 2132-13 du Code de la Commande Publique, la transmission des offres se fera obligatoirement par voie électronique sur le profil d'acheteur d'INRAE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans les conditions exposées ci-dessous. Les soumissionnaires ont toutefois la possibilité d'y ajouter une copie de sauvegarde par voie traditionnelle.

#### Transmission électronique dématérialisée obligatoire

Les soumissionnaires disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plateforme à l'adresse URL de la plateforme (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

En cas de difficultés techniques rencontrées lors du dépôt d'un pli, INRAE recommande l'ouverture d'un ticket au support de la plateforme attestant des problèmes techniques rencontrés. Seule cette démarche permet d'attester d'un dysfonctionnement rencontré par le candidat.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. La date et l'heure pris en compte pour la remise des candidatures et des offres sont celles données sur la plate-forme pour INRAE à réception des documents envoyés par les soumissionnaires.

Cette heure est consultable à l'adresse URL évoquée ci-dessus: (heure de Paris).

Les soumissionnaires devront impérativement adresser leur candidature et leur offre dans les formats ci-après précisés, sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre :

Format des fichiers : XLS(x), DOC(x), RTF, PPT(x), PDF, ou équivalents

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
- ne pas envoyer de fichier contenant des macros ;
- vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué plus haut.

Signature électronique : La signature électronique n'est pas requise.

#### Copie de sauvegarde - non obligatoire

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB, etc.), dans le même délai que le pli électronique dématérialisé (spécifié en page de garde du présent document).

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une candidature ou une offre dématérialisée est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur de façon incomplète, hors délai ou sans pouvoir être ouverte, sous réserve que la transmission ait commencé avant l'heure limite de remise des plis figurant en page de garde ;

La copie de sauvegarde comporte toutes les pièces de la candidature et de l'offre. Elle est placée sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adapté et scellé).

En cas de copie de sauvegarde électronique elle-même vérolée, celle-ci sera écartée par l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés aux articles 6.2 et 6.3 du règlement et portera les mentions suivantes :

Pour l'accord-Cadre

AC 2025-2028 FOURNITURE DE GAZ NATUREL  
COPIE DE SAUVEGARDE  
« NE PAS OUVRIR »  
(NOM DE L'ENTREPRISE)

Elle sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception postal à :  
 Centre INRAE Val de Loire  
 Service Achats Marchés  
 37380 NOUZILLY

ou remise à l'adresse indiquée ci- dessus contre récépissé avant la date et heure limite fixée en page de garde du présent document.

Pour le marchés subséquent :

MS n° - AC 2025-2028 - FOURNITURE DE GAZ NATUREL  
 COPIE DE SAUVEGARDE  
 « NE PAS OUVRIR »  
 (NOM DE L'ENTREPRISE)

Elle pourra être remise à l'adresse indiquée ci- dessus contre récépissé avant la date et heure limite fixée à la lettre de consultation du marché subséquent.

La réception des plis est assurée du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure fixées ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront retournés à leurs expéditeurs.

## Article 15 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

### 15.1 Critère d'attribution

Conformément aux articles R2152-6 et R2152-7 du code de la commande publique, les marchés subséquents seront attribués à l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction du critère indiqué ci-dessous :

- Coût unitaire global pour 100 %

Le coût unitaire global comprend : le coût de la molécule, les composantes acheminement, le coût de stockage, la modulation d'équilibre, les CEE et le suivi personnalisé et les services associés. Le titulaire précisera au BPU le montant des taxes, charges et contributions par MWh consommé, ainsi que les taux de TVA, à la date d'établissement de l'offre.

Toute négociation est exclue lors de la passation des marchés subséquents.

Le candidat attributaire sera informé via le profil d'acheteur INRAE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) de l'acceptation de son offre avant la fin du délai de validité de l'offre.

Le candidat retenu au marché subséquent devra produire, sous un délai de huit (8) jours à compter de la transmission de la demande par le pouvoir adjudicateur, les justificatifs de candidature mis à jour avant la notification du marché subséquent, notamment :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :
- Certificat fiscal, justifiant du paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés,
- Certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (entreprises d'au moins 20 salariés),
- L'attestation de vigilance Urssaf datant de moins de 6 mois.

- Une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle justifiant du paiement des cotisations et précisant l'étendue des garanties,
- Une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- Les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail concernant les entreprises établies à l'étranger ou les entreprises employant des salariés étranger,
- Pouvoir de signature (par exemple kbis de moins de 3 mois)

Ainsi que :

- Copie de l'autorisation de fourniture de gaz naturel ou copie de la demande d'autorisation délivrée par le ministère, en cours de validité, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

À défaut de transmission de ces pièces dans les délais, son offre pourra être rejetée. Le pouvoir adjudicateur adressera alors la même demande au candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne.

Si le candidat est établi dans un autre état que la France, il devra produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il pourra être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les états où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme qualifié du pays.

### 15.2. Régularisation d'une offre

Conformément aux articles R2152-1 et R2152-2 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de régulariser une offre jugée irrégulière ou inacceptable, à condition que cette dernière ne soit pas anormalement basse et soit régularisable, c'est-à-dire qu'elle puisse être régularisée sans engendrer une modification de ses caractéristiques substantielles.

### 15.3 Notification

La signature électronique de l'acte d'engagement des marchés subséquents n'est pas requise.

Les Actes d'Engagement seront rematérialisés et signés physiquement par l'attributaire du marché puis adressés à INRAE qui les signera, puis notifiera les marchés aux titulaires. La notification consiste en la réception par le titulaire d'une copie du marché signé des deux parties. La notification pourra être électronique.

### 15.4 Modification de marché subséquent

En cours d'exécution le marché subséquent pourra être modifié, pour diverses raisons, dans les conditions définies au présent article.

Toute prestation supplémentaire non prévue au marché initial ou modification ayant trait à la situation juridique du titulaire ou encore toute modification d'une clause du marché rendue nécessaire, seront formalisées par voie d'avenant, dans les limites de la réglementation.

## Article 16 – RESILIATION

Selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-Fournitures courantes et services pour l'accord-cadre et ses marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du contractant en cas d'inexactitudes des renseignements prévus aux articles R2143-6 à R2143-11 du code la commande publique.



En complément des dispositions du CCAG-FCS, si le titulaire du marché n'a plus l'autorisation d'exercer l'activité de gaz naturel pour revente en application des articles L443-1 et suivants du code de l'énergie, le présent marché est résilié de plein droit à la date d'effet de l'interdiction, sans ouvrir droit à indemnité pour le titulaire du marché.

En outre, le marché subséquent en cours d'exécution pourra être résilié à la fin de la durée d'exécution du bon de commande en cours, en cas d'intégration du centre INRAE Val de Loire à un dispositif mis en place au niveau national de l'Institut.

## Article 17 – GARANTIE APORTEES PAR LE FOURNISSEUR

### 17.1 Continuité d'approvisionnement

Le titulaire apporte les garanties de continuité d'approvisionnement dans le temps et justifie d'une capacité suffisante à assurer, sans défaillance, la satisfaction des besoins de l'Institut sur la durée du marché.

En cas de non exécution de la prestation, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS précité.

### 17.2 Confidentialité

Le Titulaire qui, à l'occasion du marché, a reçu de l'INRAE communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune des informations qui résultent de l'exécution du marché ou pourraient parvenir à sa connaissance.

Il doit avertir sans délai l'INRAE de toute violation constatée de cette obligation de confidentialité.

La responsabilité du Titulaire pourra être recherchée en cas de manquements aux consignes du fait de son personnel, aussi bien en matière de contrôle des entrées et sorties de personnes, qu'en matière de contrôle des sorties d'objets, matériels, marchandises ou documents de toute nature.

Elle pourra être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le Titulaire des règles de confidentialité énoncées ci-dessus, l'INRAE se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché, conformément à l'article 41 du CCAG FCS, sans renoncer au bénéfice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice subi.

## Article 18 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Voir annexe – Clause RGPD

## Article 19 – DEROGATIONS

L'article 13 du présent CCATP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 9 du présent CCARP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 16 du présent marché déroge à l'article 38 du CCAG-FCS.

## Article 20 – LITIGES

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend. A défaut, le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent.

Tribunal Administratif d'Orléans  
28 Rue de la Bretonnerie  
45057 Orléans  
Email : greffe.ta-orleans@juradm.fr  
Tel : 0238775900

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat dans un délai de 11 jours à compter de la notification de la présente par voie électronique.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Recours pour excès de pouvoir prévu aux articles R.421-1 à R. 421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme

Les recours sont à adresser au Tribunal Administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie - 45057 Orléans - Email : greffe.ta-orleans@juradm.fr - Tel : 02.38.77.59.00

## **ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION**

### **1. Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants**

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

#### **1.1. Conformité au RGI**

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

#### **1.2. Conformité au RGAA**

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

#### **1.3. Conformité au RGS**

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrage des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

#### **1.4. Conformité à la PSSIE**

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformatons/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

#### **1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD**

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglementeuropeen-protection-donnees.>), et plus largement :

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-qu'il-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

## 2. Engagement du titulaire

### 2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

### 2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
- Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).

- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter à minima les mesures de sécurisation concernant :
  - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
  - Les développements spécifiques,
  - L'hébergement des données et des services,
  - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
  - Le maintien en condition de sécurité,
  - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
  - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

### **2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle**

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.